



MCR
WALTER FRANCE

membre indépendant de Walter France et d'Allinial Global International

C.F.A.I. PROVENCE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

C.F.A.I. PROVENCE
8, chemin de Capeau – ZAC de Trigance
13800 Istres

Ce rapport contient 5 pages

MCR - 232, avenue du Prado - 13008 MARSEILLE

SARL au capital de 162 600 euros - R.C.S. Marseille B 331 530 261

Membre indépendant de Walter France et d'Allinial Global International

Société inscrite au Conseil de l'Ordre de Marseille, PACA et à la Compagnie des Commissaires aux Comptes d'Aix-Bastia

C.F.A.I. PROVENCE

8, chemin de Capeau – ZAC de Trigance

13800 Istres

N° SIREN 782 911 960

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

A l'assemblée générale du C.F.A.I. PROVENCE

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association C.F.A.I. PROVENCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Faits marquants de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant l'impact sur l'exercice 2023 des produits non récurrents, liés à un « rattrapage » de chiffre d'affaires imputable aux exercices antérieurs, compte tenu de l'utilisation en 2023 du nouvel outil Ypareo (ERP du CFAI Provence) mis à disposition du CFAI.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration de votre association.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 26 juin 2024

Le Commissaire aux comptes

MCR WALTER FRANCE



Emmanuel MATHIEU



Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	1 166 418	1 095 022	71 396	111 540
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions	18 872 090	14 139 613	4 732 477	5 426 339
	Installations techniques,mat. et outillage indus.	11 666 192	8 051 297	3 614 895	3 819 481
	Autres immobilisations corporelles	4 817 620	3 895 917	921 703	1 165 471
	Immobilisations corporelles en cours	160 836		160 836	116 165
	Avances et acomptes	50 322		50 322	
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	156 899		156 899	156 899
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts	1 307 335		1 307 335	1 041 066
	Autres immobilisations financières	21 610	9 177	12 434	12 434
TOTAL (I)		38 219 321	27 191 026	11 028 296	11 849 394
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	144 531		144 531	144 804
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	5 164 331	631 435	4 532 896	6 579 515
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	3 198 969		3 198 969	4 146 011
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	3 961 694		3 961 694	883 970
COMPTES DE REGULARISATION	Charges constatées d'avance	250 739		250 739	266 410
	TOTAL (II)	12 720 264	631 435	12 088 829	12 020 709
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
TOTAL ACTIF (I à V)		50 939 586	27 822 461	23 117 125	23 870 102
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				1 319 768	305
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	3 168 676	3 168 676
	Report à nouveau	1 846 426	1 621 026
	Excédent ou déficit de l'exercice	1 230 789	225 400
	Total des fonds propres (situation nette)	6 245 891	5 015 103
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	9 753 075	11 062 158
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	9 753 075	11 062 158
	Total des fonds propres	15 998 966	16 077 260
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	3 250	
	Provisions pour charges	282 394	292 226
	Total des provisions	285 644	292 226
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 484 018	3 418 357
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	1 432 225	1 272 337
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	192 929	304 834
	Autres dettes	565 323	436 190
	Produits constatés d'avance	1 158 019	2 068 899
	Total des dettes	6 832 514	7 500 616
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	23 117 125	23 870 102
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	1 230 788,87	225 400,29
	(1) Dont à moins d'un an	6 832 514	7 500 616
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	16 875 136	14 563 043
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	785 746	898 850
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
CHARGES D'EXPLOITATION	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	124 008	112 152
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	21 288	26 258
	Total des produits d'exploitation	17 806 178	15 600 303
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	(1 160)	(2 895)
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	9 939 287	9 681 336
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	504 844	417 090
	Salaires et traitements	3 608 139	3 439 725
	Charges sociales	1 805 904	1 738 077
	Dotation aux amortissements et dépréciations	2 601 026	2 092 541
	Dotation aux provisions	3 250	28 457
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	5 925	1 435
	Total des charges d'exploitation	18 467 213	17 395 765
RESULTAT D'EXPLOITATION		(661 035)	(1 795 462)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

RESULTAT D'EXPLOITATION		(661 035)	(1 795 462)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	64 126	7 989
	Total des produits financiers	64 126	7 989
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total des charges financières		
RESULTAT FINANCIER		64 126	7 989
RESULTAT COURANT avant impôts		(596 909)	(1 787 473)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	119 213	89 790
	Sur opérations en capital	1 897 398	1 949 245
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Total des produits exceptionnels	2 016 610	2 039 036
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	188 912	26 163
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Total des charges exceptionnelles	188 912	26 163
RESULTAT EXCEPTIONNEL		1 827 698	2 012 873
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		19 886 915	17 647 328
TOTAL DES CHARGES		18 656 126	17 421 928
EXCEDENT ou DEFICIT		1 230 789	225 400
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2023 dont le total est de 23 117 125 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant un excédent de 1 230 789 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.

Les notes ou tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes ont été arrêtés par la Conseil d'Administration.

I. REFERENTIELS COMPTABLES

Les comptes annuels sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires françaises. Les conventions comptables ont été appliquées en conformité avec les dispositions du code de commerce et des Règlements :

- ANC n°2014-03 (relatif au Plan comptable général),
- ANC n°2018-06 (relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Ne sont mentionnées dans l'annexe que les informations à caractère significatif.

II. FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Le chiffre d'affaires apprentissage 2023 inclut environ 1 M€ de produits non récurrents, liés à un « rattrapage » de chiffre d'affaires imputable aux exercices antérieurs, compte tenu de l'utilisation en 2023 du nouvel outil Ypareo (ERP du CFAI Provence) mis à disposition du CFAI, permettant une détermination fiabilisée des ressources comptabilisées au titre de chaque année, au regard des facturations séquentielles et pluriannuelles.

III. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Néant.

IV. PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

Les principales règles et méthodes utilisées par le CFAI Provence sont les suivantes :

A) - RESSOURCES DE L'APPRENTISSAGE

Le CFAI Provence comptabilise les ressources relatives aux formations d'apprentissage en fonction des périodes de formation rattachables à l'exercice comptable concerné (1^{er} janvier - 31 décembre).

Ainsi, à la clôture de l'exercice :

- les périodes de formation rattachables à l'exercice comptable et non encore facturées, font l'objet de « Factures à établir »,
- à l'inverse, les périodes de formation déjà facturées et rattachables à l'exercice suivant sont neutralisées du résultat par voie de « Produits constatés d'avance ».

B) - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

. Logiciels	1 - 5 ans
. Constructions	20 ans
. Agencements et aménagements des installations	5 - 10 ans
. Installations techniques	5 - 10 ans
. Matériel et outillage industriel	3 - 10 ans
. Matériel de transport	3 - 5 ans
. Matériel et mobilier de bureau	3 - 5 ans
. Matériel informatique (usage « écoles » et usage « interne »)	3 - 5 ans

Les durées d'amortissement des immobilisations relatives au bâtiment du CFA de ISTRES sont les suivantes :

Gros œuvre, Structure	linéaire 20 ans
Fluides (plomberie, chauffage, électricité, climatisation...), Huisserie (et menuiserie extérieure), Ascenseurs :	linéaire 10 ans
Aménagements des constructions (cloisons, faux plafonds, menuiserie intérieure, peinture, carrelage, serrurerie) :	linéaire 10 ans
Matériel et outillage (cuisine) :	linéaire 5 ans

Les tableaux de variations des Immobilisations et des Amortissements sont présentés ci-après.

C) - PARTICIPATIONS, AUTRES TITRES IMMOBILISES, VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les « autres participations » à l'actif du bilan sont exclusivement constituées des Participations C.I.L. remboursables à échéance.

D) - CREANCES ET DETTES D'EXPLOITATION

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire des créances est inférieure à la valeur comptable.

La dépréciation comptabilisée au 31/12/2023 correspond aux créances clients non recouvrées à la date d'établissement des comptes, après application des taux statistiques suivants :

- + de 18 mois à la date d'établissement des comptes : 100%
- de 12 à 18 mois à la date d'établissement des comptes : 50%
- de 6 à 12 mois à la date d'établissement des comptes : 25%
- de 6 mois à la date d'établissement des comptes : 0%.

E) - SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENTS

Conformément aux principes comptables en vigueur, les subventions d'investissement sont comptabilisées à la date de leur octroi par les organismes financeurs.

Elles sont « affectées », lors de l'acquisition par le CFAI des immobilisations concernées par ces subventions, qui peut s'étaler sur plusieurs exercices.

Des comptes rendus détaillés sont transmis aux organismes financeurs par le CFAI, à l'issue de la consommation de chaque subvention.

Les subventions d'investissement sont reprises au résultat, selon le même rythme que l'amortissement pratiqué sur les immobilisations auxquelles elles ont été affectées.

F) - ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan sont relatifs aux contrats de locations mobilières souscrits dans le cadre de l'activité normale du CFAI Provence, pour des montants non significatifs.

G) – INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

Le CFAI Provence a souscrit un contrat de fonds collectif d'indemnités de fin de carrière.

S'agissant d'un contrat à prestations définies, l'association reste finalement responsable de ses engagements en la matière. Ainsi, en cas d'insuffisance du fonds, elle reste responsable du paiement des prestations pour la part non couverte.

Le cas échéant, une provision pour charges est comptabilisée pour traduire l'excédent du passif social évalué à la date de clôture, sur l'épargne actualisée acquise par le CFAI Provence.

A ce titre une reprise de 10 K€ a été constatée en 2023, sur la base des évaluations de l'actuaire.

H) – RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les résultats exceptionnels des exercices 2023 et 2022 sont essentiellement composés des reprises au résultat de subventions d'investissements pour 1,9 M€ - cf § E.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	1 162 164		4 254			1 166 418
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 162 164		4 254			1 166 418
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre	10 153 734					10 153 734
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	8 559 958		158 397			8 718 355
	Instal technique, matériel outillage industriels	10 998 571		667 621			11 666 192
	Instal., agencement, aménagement divers			1 250			1 250
	Matériel de transport	162 199		43 164		3 107	202 257
	Matériel de bureau, mobilier	4 523 590		90 523			4 614 113
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours	116 165		160 836		116 165	160 836
Avances et acomptes			50 322			50 322	
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		34 514 217		1 172 114		119 272	35 567 060
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	156 899					156 899
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	1 062 676		266 269			1 328 945
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 219 575		266 269			1 485 844
TOTAL		36 895 956		1 442 637		119 272	38 219 321

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Fonds commercial				
	Autres immobilisations incorporelles	1 050 624	44 398		1 095 022
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 050 624	44 398		1 095 022
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre	5 818 239	612 035		6 430 274
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	7 469 114	240 225		7 709 339
	Instal technique, matériel outillage industriels	7 179 090	872 207		8 051 297
	Autres Instal., agencement, aménagement divers		223		223
	Matériel de transport	70 766	21 363	3 107	89 022
	Matériel de bureau, mobilier	3 449 553	357 118		3 806 671
	Emballages récupérables et divers				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	23 986 762	2 103 172	3 107	26 086 827
TOTAL		25 037 386	2 147 570	3 107	27 181 849

Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires

	Dotations			Reprises			Mouvement net des amortisse- ment à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée et autre	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement et de développement							
Fonds commercial							
Autres immobilisations incorporelles							
TOTAL IMMOB INCORPORELLES							
Terrains							
Constructions sur sol propre							
sur sol d'autrui							
instal, agencement, aménag.							
Instal. technique matériel outillage industriels							
Instal générales Agenct aménagt divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau, informatique, mobilier							
Emballages récupérables, divers							
TOTAL IMMOB CORPORELLES							
Frais d'acquisition de titres de participation							
TOTAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE							

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges		3 250		3 250
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	292 226		9 832	282 394
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	292 226	3 250	9 832	285 644
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	9 177			9 177
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	177 979	453 456		631 435
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	187 156	453 456		640 612
TOTAL GENERAL		479 382	456 706	9 832	926 256
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			456 706	9 832	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)	1 307 335		1 307 335
	Autres immobilisations financières	21 610		21 610
	Clients douteux ou litigieux	177 979	177 979	
	Autres créances clients	4 986 352	4 986 352	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	179	179	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	84 484	84 484	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	2 322 144	2 322 144	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers	792 162	792 162	
	Charges constatées d'avances	250 739	250 739	
	TOTAL DES CREANCES	9 942 984	8 614 039	1 328 945
	(1) Prêts accordés en cours d'exercice	266 269		
	(1) Remboursements obtenus en cours d'exercice			
	(2) Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles (1)				
	Autres emprunts obligataires (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine (1)				
	Emp. dettes ets de crédit à plus 1an à l'origine (1)				
	Emprunts et dettes financières divers (1) (2)				
	Fournisseurs et comptes rattachés	3 484 018	3 484 018		
	Personnel et comptes rattachés	449 863	449 863		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	647 940	647 940		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée	308 684	308 684		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	25 738	25 738		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	192 929	192 929		
	Groupe et associés (2)				
	Autres dettes	565 323	565 323		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	1 158 019	1 158 019		
	TOTAL DES DETTES	6 832 514	6 832 514		
	(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
	(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice				
	(2) Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2022	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves	3 168 676				3 168 676
Report à nouveau	1 621 026	225 400			1 846 426
Excédent ou déficit de l'exercice	225 400	(225 400)	1 230 789		1 230 789
Situation nette	5 015 103		1 230 789		6 245 891
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	11 062 158		920 087	2 229 170	9 753 075
Provisions réglementées					
TOTAL	16 077 260		2 150 876	2 229 170	15 998 966

Les diminutions pour 2 229 K€ se composent de :

- 332 K€ de subventions d'investissement non utilisées suite à la réévaluation des montants définitifs de certains projets financés par l'OPCO2i
- 1 897 K€ de quote-part de subventions d'investissement virée au résultat

Produits à recevoir (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2023	31/12/2022	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	659 789	560 203	99 587	17,78
Autres créances	2 454 273	3 788 646	(1 334 372)	-35,22
TOTAL	3 114 063	4 348 848	(1 234 785)	-28,39

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Produits à recevoir		3 114 063
Autres créances clients		659 789
<i>Fac à établir</i>	659 789	
Autres créances		2 454 273
<i>Avoirs non recus</i>	22 516	
<i>Produits à recevoir</i>	5 534	
<i>Charges rtt constatées d'avance</i>	78 950	
<i>Subv inv à recev cons reg/ist</i>	583 318	
<i>Cfa investissement</i>	1 260 813	
<i>PIA 4MED</i>	60 044	
<i>Subvention pia innovmicro reg</i>	23 720	
<i>Subvention pia innovmicro cdc²</i>	23 720	
<i>FRANCE RELANCE NUCLEAIRE</i>	150 000	
<i>Subvention fonct fif roto skill</i>	220 529	
<i>Produit à recevoir</i>	25 127	
<i>Interets courus à recevoir</i>	2	

Charges à payer (avec détail)

Etat exprimé en euros	31/12/2023	31/12/2022	Variations	%
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 080 804	2 216 393	(135 589)	-6,12
Dettes fiscales et sociales	684 825	613 139	71 686	11,69
Dettes fournisseurs d'immobilisation				
Autres dettes	169 700	89 960	79 740	88,64
TOTAL	2 935 329	2 919 492	15 837	0,54

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2023

Total des Charges à payer		2 935 329
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		2 080 804
<i>Fourn fact non parve</i>	2 080 804	
Dettes fiscales et sociales		684 825
<i>Prov congés payés</i>	361 127	
<i>Prov rtt salariés</i>	33 276	
<i>Personnel ch à payer</i>	1 016	
<i>Prov. indemnité fin de contrat</i>	19 061	
<i>Prov c p charges ples</i>	213 506	
<i>Prov charges/rtt jr</i>	18 798	
<i>Prov ch ind fin contrat</i>	11 709	
<i>Prov charge /rtt</i>	19 674	
<i>Taxes sur salaires</i>	6 659	
Autres dettes		169 700
<i>Rrr avoir à établir</i>	169 444	
<i>Divers charges à payer</i>	256	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		250 739	250 739
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			250 739

--

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

	Période	Montants	31/12/2023
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION		1 158 019	1 158 019
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			1 158 019